

Unité départementale de la Vendée
Cité administrative TRAVOT
10 rue du 93ème RI - Bât A2
85000 Roche sur yon
ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr

La Roche sur Yon, le 25 novembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/10/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SPBI JEANNEAU

Route de la Roche-sur-Yon
BP 529
85500 LES HERBIERS

Références : D22.0489

Code AIOT : 0006300914

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/10/2022 dans l'établissement SPBI JEANNEAU implanté Route de la Roche-sur-Yon BP 529 85500 LES HERBIERS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SPBI JEANNEAU
- Route de la Roche-sur-Yon BP 529 85500 LES HERBIERS
- Code AIOT : 0006300914
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Non

La société SPBI – Chantiers JEANNEAU exploite une usine de fabrication de bateaux de plaisance sur la commune des Herbiers. Elle bénéficie d'un arrêté préfectoral du 13/09/2001.

La visite a porté sur l'évolution de la situation administrative du site, les analyses environnementales, la gestion des déchets et sur le mode de fonctionnement d'un système de confinement des eaux pluviales du site.

L'inspection a contrôlé le point de rejet Nord des eaux pluviales de la zone B du site, puis a traversé les bâtiments B6 (finition des bateaux), bâtiment 34 (faisceaux électriques), chaufferie et bâtiment 34 (zone entreposage de matériels d'exposition).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- registre des déchets
- dernières analyses environnementales
- consommation d'eau

- justificatif des moyens incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
6	Registre déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Moyens de lutte contre les incendies	Arrêté Préfectoral du 13/09/2001, article 8.2.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Classement du site	Arrêté Préfectoral du 13/09/2001, article 1.2	/	Sans objet
2	Bassin de confinement des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 13/09/2001, article 8.2.2.3	/	Sans objet
4	Plan de gestion des solvants	Arrêté Préfectoral du 13/09/2001, article 5.3.2	/	Sans objet
5	Contrôles des rejets d'eaux	Arrêté Préfectoral du 13/09/2001, article 4.5.4	/	Sans objet
7	Déchets - Tri 5 flux	Code de l'environnement du 25/10/2022, article D543-281	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site industriel a beaucoup évolué depuis la précédente autorisation. De ce fait, l'arrêté préfectoral du 13/09/2001 nécessite la mise à jour de certaines prescriptions qui s'appuieront sur le dossier de mise à jour transmis le 14/12/2021.

Les moyens de défense contre les incendies décrits dans le dossier de mise à jour sont importants, toutefois le dossier transmis ne détaille pas les besoins actuels. Ce point doit être mis à jour.

La traçabilité des déchets ne respecte pas les dispositions de l'arrêté ministériel du 31/05/2021. Sur ce point, l'inspection propose au préfet de mettre l'exploitant en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Classement du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/2001, article 1.2
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 1.2 - Liste des installations répertoriées dans la nomenclature Cet établissement abrite les installations et activités visées à la nomenclature des installations classées et énumérées dans le tableau ci-après. (...)
Constats : Suite à une précédente inspection, l'exploitant a transmis un dossier de mise à jour de

son classement au titre des installations classées le 14/12/2021. Ce dossier est en cours d'examen. Certaines activités initialement autorisées par l'arrêté préfectoral du 13/09/2001 ont évolué ou ont disparu. Les rubriques autorisées par cet arrêté sont les suivantes :

*1212.4 : Emploi et Stockage de peroxydes organiques.

* 2410.1 : Ateliers où l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues.

* 2661.1 : Transformation de matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques : polymères (Procédé ayant des conditions particulières de température ou de pression). Activité Moulage

* 2910.A : Installation de combustion.

* 2940.2 : Application, cuisson et séchage de vernis, peinture, apprêt, colle et enduit sur support quelconque et par tout procédé autre que le trempé.

La première analyse du dossier transmis montre que l'arrêté préfectoral doit être mis à jour pour tenir compte des nombreuses évolutions effectuées depuis 2001. Un rapport indépendant sera transmis par l'inspection au préfet pour faire l'analyse de ce dossier de mise à jour.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Bassin de confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/2001, article 8.2.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Incendie

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

8.2.2.3 - Un bassin d'orage d'une capacité maximale de 12 600 m³ sera réalisé sous un délai d'un an. Il permet de confiner les eaux produites suite à l'extinction d'un incendie.

Constats : Le site est découpé en plusieurs zones dont les canalisations d'eaux pluviales peuvent être isolées en cas de besoin. Selon le dossier de mise à jour déposé le 14/12/2021, cette rétention interne représente un volume de 1 224 m³ (pour les 4 zones : 226 m³+144 m³+369 m³+485 m³). À ces rétentions s'ajoute un bassin d'orage collectif sur la ZI, extérieur au site, d'un volume de 6 623 m³.

Ces volumes de rétention ne répondent pas au volume de 12 600 m³ de l'article 8.2.2.3.

Néanmoins, dans son étude de dangers actualisée le 12/12/2021, l'exploitant précise qu'en cas d'incendie, le volume maximum d'eau incendie serait de 4 189 m³.

Ce point nécessite une mise à jour de l'arrêté préfectoral après analyse du dossier de mise à jour transmis.

Afin de vérifier que les réseaux pluviaux peuvent servir de rétention, l'inspection a contrôlé le fonctionnement d'un des dispositifs d'obturation des réseaux. La zone B a été retenue pour ce contrôle. Une canalisation enterrée d'un diamètre d'environ 1 mètre est accessible en zone Nord du site avant la sortie du site rue Saint Eloi.

Une cabane a été installée pour accueillir une arrivée d'air comprimé, doublée en secours par une bouteille d'azote. Une procédure affichée décrit le mode opératoire de mise en œuvre du ballon gonflable pré-disposé dans cette canalisation.

Un test de gonflage du ballon a été réalisé sous contrôle de l'inspection (sans gonflage intégral).

Les équipements présents dans la canalisation comportent également deux pompes permettant de relever les eaux pluviales vers le bassin de rétention extérieur au site dès lors que le ballon d'obturation est activé. Le fonctionnement simulé des deux pompes a été testé par l'action manuelle des sondes flottantes.

Ce contrôle spécifique permet de faire le lien avec les éléments du dossier transmis portant sur les moyens d'obturation des canalisations.

Observations :

1. L'inspection note que les éléments fournis dans le dossier de porter à connaissance de décembre 2021 sont incomplets quant au dimensionnement des besoins en eau d'extinction et leur confinement. Le dimensionnement des besoins en eau d'une part, et celui en rétention des eaux d'extinction, doivent s'appuyer sur une surface de référence du risque qui sert de base à la détermination du débit requis. Or, le découpage en zones de collecte des effluents dans le réseau des eaux pluviales (EP) du site peut ne pas correspondre aux besoins en cas d'incendie sur une zone donnée, et donc s'avérer le cas

<p>échéant insuffisant. Ainsi, le PAC de 2021 ne justifie pas les besoins d'une part (selon la D9 par exemple) ni les besoins en confinement (D9A) en tenant compte, le cas échéant de surface de référence (définition donnée au §4.2 du guide D9).</p> <ol style="list-style-type: none"> 2. Le bassin d'orage, objet de la prescription en 2001, se retrouve être un bassin commun à une zone industrielle, et ne semble pas de fait être utilisable pour le confinement des eaux d'extinction d'incendie. Par ailleurs, aucune justification n'est apportée quant à la suffisance des réseaux pour la prise en compte des eaux pluviales. 3. Le passage d'un bassin de 12 600 m³ en 2001 à un bassin d'orage collectif de 4189 m³ mérite d'être justifié en tenant compte des documents d'urbanisme (SDAGE/SAGE, règlement ZI) a minima pour les besoins relatifs aux apports d'eaux pluviales de ruissellement sur la surface considérée. 4. L'instruction de ce porter à connaissance fera l'objet d'un rapport séparé avec demandes de compléments et justifications. 5. Lors du test mené par l'inspection, il a été noté que le gonflement du ballon était relativement long, et que cette cinétique n'était pas décrite dans l'étude de dangers transmise le 14/12/2021. Ce point fait également l'objet de demandes de justifications à inclure dans les compléments à produire.
Type de suites proposées : susceptibles de suites / prescription inadaptée
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Moyens de lutte contre les incendies

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/2001, article 8.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : 8.2.2 - Moyens de lutte 8.2.2.1 - Le dispositif de lutte contre l'incendie comprend des poteaux normalisés (deux sur le site et un en bordure de la R.N. 60) le nombre et la disposition sont déterminés en concertation avec le service départemental d'incendie et de secours. Ils ont été réceptionnés par le service départemental d'incendie et de secours.</p> <p>Constats : Le site dispose de 6 poteaux incendie internes et externes. En complément des réserves pour le sprinklage, le site dispose en interne d'un volume d'eau utilisable pour la défense incendie de 1360 m³ notamment constituée par les différents bassins d'essais des bateaux. À ces réserves internes, s'ajoute une réserve d'eau externe communale de 700 m³. Ces réserves d'eau sont validées par le SDIS dans le cadre du plan d'urgence ETARE. Toutefois, les volumes d'eau réellement nécessaires pour la lutte contre les incendies doivent être déterminés dans un complément au dossier transmis le 14/12/2021. Ces volumes peuvent s'appuyer sur un référentiel récent (type D9).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Plan de gestion des solvants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/2001, article 5.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'article 5.3.2 de l'arrêté préfectoral du 13 septembre 2001 est complété par les dispositions suivantes : « Les concentrations mentionnées ci avant peuvent ne pas être respectées dès lors que l'exploitant met en place un schéma de maîtrise des émissions de C.O.V. garantissant le même résultat en terme de réduction des émissions. Sur la base du schéma de maîtrise des émissions de C.O.V. transmis par l'exploitant en juillet 2004, les émissions annuelles de composés organiques volatils ne doivent pas dépasser les seuils suivants : * Activités composite :</p>

<p>- au 30 octobre 2005 : 368 tonnes, - au 1er janvier 2007 : 299 tonnes.</p> <p>Les valeurs d'émissions annuelles cibles et calculées devront être converties en un niveau de production équivalent sur la base de l'indicateur de consommation de Gel Coat et résine, cet indicateur étant en 1999 de 411 tonnes de Gel Coat et 1 914 tonnes de résines.</p> <p>* Activités de vernissage du bois :</p> <p>A compter du 30 octobre 2005, l'émission doit être inférieure à 1 kg de C.O.V. émis par kg d'extrait sec.</p> <p>(...) »</p> <p>Constats : Le plan de gestion des solvants est transmis annuellement à l'inspection. Ce plan fait également apparaître les mesures de réduction des émissions à l'échelle du groupe.</p> <p>Sur le site, l'exploitant a mis en œuvre depuis plusieurs années des colles et des vernis à faible émission de solvants. Les émissions globales atteignent environ 152 tonnes de COV.</p> <p>Ce document ne fait pas l'objet d'observation.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>
--

N° 5 : Contrôles des rejets d'eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/2001, article 4.5.4
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4.5.4 - Eaux pluviales Les eaux pluviales collectées sur le site doivent respecter les caractéristiques et les valeurs limites suivantes après avoir été débarrassées des débris solides :</p> <p>* température inférieure à 30° C</p> <p>* pH compris entre 5,5 et 8,5</p> <p>* MES inférieures à 100 mg/l pour un flux maximum journalier de 15 kg/j, et 30 mg/l au-delà,</p> <p>* DCO inférieur à 125 mg/l</p> <p>* indice de phénol inférieur à 0,3 mg/l</p> <p>* hydrocarbures totaux inférieurs à 10 mg/l en cas de rejet dépassant 100 g par jour.</p> <p>Pour respecter ces objectifs des appareils débourbeur - séparateur d'hydrocarbures sont installés en tant que de besoin sur les réseaux concernés.</p> <p>Une analyse annuelle est effectuée sur chaque point de rejet au milieu naturel.</p> <p>(...)</p> <p>Constats : L'exploitant a effectué un contrôle de ses rejets d'eaux pluviales le 03/02/2022 sur ses deux points de rejets des eaux pluviales. Le résultat de ses analyses ne fait pas l'objet d'observation.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 6 : Registre déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Autre, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <p>- la date de l'expédition du déchet ;</p> <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <p>- la dénomination usuelle du déchet ;</p> <p>- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;</p> <p>- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</p> <p>- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle</p>

susvisée ;

- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;

- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine du déchet :

- l'adresse de l'établissement ;

- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;

- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;

- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;

- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;

- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats : L'exploitant dispose d'un registre informatisé de suivi des déchets. Ce registre doit être complété avec quelques informations complémentaires demandées par l'arrêté ministériel du 31/05/2021.

Les principaux déchets sont les déchets de bois qui représentent 90 % du tonnage. Les autres déchets sont des cartons, des plastiques, des tous venants, des eaux d'encollage.

Les déchets dangereux ne représentent qu'une faible quantité. Sur le mois de septembre 2022 examiné, l'inspection n'a relevé qu'un seul n° Trackdéchet (n°20220915-2G56YVWRE pour des fûts métalliques vides) alors qu'il semble y avoir eu d'autres enlèvements.

Le registre est scindé en deux documents : un tableau présentant 1 ligne par enlèvement de déchets, et un tableur avec les renseignements concernant les prestataires.

Les informations figurant sur ces registres sont insuffisantes pour assurer la traçabilité imposée par l'arrêté ministériel du 31/05/2021. Par exemple, sur la période de septembre, les déchets non dangereux ont été pris en charge soit par « Paprec », soit par « Piveteau ». Toutefois, le groupe Paprec dispose de plusieurs sites différents, et il est impossible de faire le lien avec le site Paprec qui aura effectivement pris en charge les déchets.

Le transporteur associé à un enlèvement ne figure pas sur ce registre (seul le type de conditionnement et la facturation apparaît sur le tableur).

Un des tableurs n'est pas complet sur les numéros de récépissé de déclaration de transport de déchets pour certains prestataires.

Pour les déchets de bois, l'exploitant devra vérifier que son partenaire Piveteau dispose bien des autorisations nécessaires. En effet, ce partenaire dispose de plusieurs sites en Essarts-en-Bocage et sauf erreur, aucuns d'eux ne semblent autorisés à réceptionner des chutes de bois en lamellé collé.

Enfin, la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ne figure pas dans les registres déchets non dangereux (il n'y est que pour les déchets dangereux).

Les écarts relevés étant conséquents, l'inspection considère ce point de contrôle comme non conforme et propose une mise en demeure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Déchets - Tri 5 flux

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/10/2022, article D543-281

Thème(s) : Autre, Déchets

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Article D543-281

Les producteurs ou détenteurs de déchets trient à la source les déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre entre eux et par rapport aux autres déchets.

Par dérogation aux dispositions du précédent alinéa, les déchets appartenant à la catégorie des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois et de fraction minérale peuvent être conservés ensemble en mélange, pour tout ou partie des flux, dès lors que cela n'affecte pas leur capacité à faire l'objet d'une préparation en vue de leur réutilisation, d'un recyclage ou d'autres opérations de valorisation conformément à la hiérarchie des modes de traitement, définie à l'article L. 541-1 du présent code. La valorisation des déchets ainsi collectés conjointement présente une efficacité comparable à celle obtenue au moyen d'une collecte séparée de chacun des flux de déchets.

Lorsque certains déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre ne sont pas traités sur place, leurs producteurs ou détenteurs organisent leur collecte séparément des autres déchets pour permettre leur tri ultérieur et leur valorisation.

Sur demande de l'autorité compétente ou du représentant de l'Etat, tout producteur ou détenteur de déchet visé par la présente section et par la section 13 du présent chapitre est tenu de réaliser un audit par tiers indépendant, afin d'attester du respect des obligations prévues par la présente section ou par la section 13 du présent chapitre. Cet audit est réalisé dans un délai de deux mois. Le rapport d'audit est transmis dans un délai de quinze jours à l'autorité compétente ou au représentant de l'Etat.

Constats : L'inspection a constaté que le site disposait de différentes bennes adaptées à la collecte séparative des déchets, et l'exploitant dispose de contrat avec des prestataires.

Le parc à déchets interne au site dispose de bennes étiquetées et adaptées aux déchets collectés dans les ateliers.

L'inspection a pu examiner un exemple d'attestation de tri 5 flux établie le 24/05/2022 par la société PAPREC pour les déchets de cartons et plastiques.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet